

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

20 AOÛT 2003

Proposition de loi complétant le Code civil par des dispositions relatives à la parenté sociale

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 22 avril 2002 (doc. Sénat, n° 2-1110/1 — 2001/2002).

GÉNÉRALITÉS

Contexte

Les projections scientifiques montrent qu'en Flandre, le nombre de ménages ne cessera d'augmenter au cours des quinze prochaines années, tandis que leur taille va continuer à se réduire. Il y aura plus de petits ménages. Leur taille moyenne tombera de 2,59 personnes en 1991 à 2,27 en 2016. Parmi les 400 000 ménages supplémentaires, 350 000 seront des « mono-ménages ». Le nombre d'isolés avec enfants augmentera de 60 000 unités. Globalement, le nombre de couples mariés restera à peu près stable, mais il y aura plus de couples sans enfant.

Le problème que posent ces chiffres, c'est qu'ils sous-estiment le phénomène de la cohabitation de fait, étant donné que les projections se fondent sur le domicile légal. Le type de cohabitation choisi par les couples séparés ayant des enfants détermine le type de ménage dans lequel de nombreux enfants grandiront dans les années à venir. Personne n'ignore que l'on se marie moins facilement, se sépare plus rapidement et

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

20 AUGUSTUS 2003

Wetsvoorstel tot aanvulling van het Burgerlijk Wetboek met bepalingen inzake het zorgouderschap

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 22 april 2002 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-1110/1 — 2001/2002).

ALGEMEEN

Situering

Wetenschappelijke projecties leren dat het aantal huishoudens in Vlaanderen de komende vijftien jaar gestaag zal aangroeien. De gezinsverduunning houdt aan. Er komen meer kleinere gezinnen. De huishoudenomvang daalt van 2,59 personen in 1991 naar 2,27 in 2016. Van de 400 000 bijkomende huishoudens zouden er 350 000 singels zijn. Het aantal alleenstaanden met kinderen stijgt met 60 000. De gehuwden blijven in totaal ongeveer *status quo*, maar er zouden meer kinderloze koppels komen.

Het probleem met deze cijfers is dat het feitelijk samenleven wordt onderschat. Dit is een gevolg van het feit dat de projecties steunen op de wettelijke woonplaats. Het samenwoningsgedrag van uit elkaar gevallen koppels met kinderen bepaalt de huishoudens waarin heel wat kinderen de komende jaren zullen opgroeien. We weten dat mensen minder makkelijk huwen, sneller uit elkaar gaan en vaker

cohabite plus fréquemment, et qu'il y a davantage de familles recomposées.

De plus en plus d'enfants grandiront dans des familles composées d'un parent et d'un parent social, souvent le partenaire du parent. Si c'est dans le cadre du mariage que le plus grand nombre d'enfants continueront à grandir — raison pour laquelle il mérite du reste d'être soutenu davantage — il n'en demeure pas moins qu'il existe d'autres types de relations. Un plus grand nombre de familles recomposées seront appelées à s'occuper à l'avenir de l'éducation des enfants. Le parent social peut s'investir plus ou moins. Bien souvent, l'autre parent légal joue encore un rôle limité. La société se caractérise par une grande diversité de formes de cohabitation.

Au sein de familles recomposées, les relations entre les enfants, les parents qui se chargent de leur éducation et les parents juridiques qui n'assument pas cette mission sont complexes. Il est fréquent que les parentés biologique, juridique et effective ne soient pas réunies dans le chef d'une seule et même personne.

Il n'existe pas, dans notre législation, de cadre adapté dans lequel peut s'inscrire la relation complexe existant entre enfants et parents sociaux. De nombreuses personnes s'occupent d'enfants (par exemple de ceux de leur partenaire), mais n'ont pas ou guère de droits ou d'obligations à l'égard de ces enfants. Les enfants et les parents sociaux qui se trouvent dans une telle situation ne jouissent d'aucune sécurité, même lorsque les relations entre les nouveaux partenaires prennent fin.

Il convient avant tout d'assurer la sécurité des enfants au sein de toutes les familles et l'intérêt de l'enfant doit également primer dans les familles atypiques. Il est fréquent que le nouveau partenaire du père ou de la mère — qu'il soit hétérosexuel, homosexuel ou bisexuel —, un grand-parent, un parent adoptif, ... assume une part importante de l'éducation des enfants. Le nouveau lien affectif qui se tisse entre le parent social non biologique et l'enfant mérite une protection légale. Aux yeux des démocrates-chrétiens, une telle protection offerte à tous les types de famille, constitue un facteur de cohésion sociale. Nous estimons en effet que cette cohésion se développe à partir de la base. C'est pourquoi nous souhaitons légiférer en vue de protéger les relations entre enfants et parents sociaux.

La parenté sociale : un système souple d'autorité conjointe

Le régime de l'autorité conjointe existe déjà depuis un certain temps aux Pays-Bas. Il permet à un parent et à son partenaire d'exercer conjointement l'autorité parentale sur l'enfant, à condition que le parent exerçât seul l'autorité sur cet enfant.

ongehuwd samenleven, dat er meer nieuw samengestelde gezinnen zijn.

Meer kinderen zullen opgroeien in gezinnen met een ouder en een zorgouder — vaak de partner van de ouder. Het huwelijk blijft de belangrijkste gezinsvorm waarbinnen kinderen opgroeien — en verdient daarom bijkomende ondersteuning — maar is niet de enige plaats. Meer nieuw samengestelde gezinnen zullen in de toekomst instaan voor de opvoeding van kinderen. De engagementen van de zorgouder kunnen nogal eens verschillen. Vaak speelt ook de andere wettelijke ouder nog een beperkte rol. De maatschappij is gekenmerkt door een veelheid aan samenlevingsvormen.

In nieuw samengestelde gezinnen zijn relaties tussen kinderen, zorgende ouders en niet-zorgende juridische ouders complex. Biologisch, juridisch en feitelijk ouderschap zitten niet altijd meer bij één en dezelfde persoon.

Het aangepaste kader om de complexe relatie tussen kinderen en zorgouders te ondersteunen bestaat niet in onze wetgeving. Heel wat mensen zorgen voor kinderen (van bijvoorbeeld hun partner), maar kunnen weinig of geen rechten of plichten opnemen jegens die kinderen. Voor kinderen en zorgouders is in die situaties geen zekerheid, ook niet wanneer de nieuwe relaties tussen partners worden beëindigd.

Er moet eerst en vooral zekerheid komen voor kinderen in alle gezinnen en families. Ook in anders samengestelde gezinnen staat het belang van het kind voorop. De nieuwe partner van vader of moeder (hetero of holebi, een grootouder, een pleegouder, ... nemen vaak heel wat opvoedende taken over de kinderen op zich. De nieuw opgebouwde affectieve band tussen de niet-biologische zorgouder en het kind verdient wettelijke bescherming. Voor christendemocraten is de ondersteuning van alle gezinnen en families gemeenschapsvormend. Voor de indieners wordt een verbonden samenleving van onderuit opgebouwd. Zij willen daarom dat een wettelijke regeling bescherming biedt aan de opgebouwde zorgrelaties.

Zorgouderschap : een soepel systeem van gezamenlijk gezag

In Nederland bestaat sinds enige tijd de regeling van het gezamenlijk gezag. Dit statuut laat toe dat een ouder en diens partner samen het gezag over het kind opnemen, voor zover de ouder alléén het gezag over het kind had.

L'inconvénient du système néerlandais, dont se sont inspirées certaines propositions déposées au parlement belge, c'est qu'il est assez rigide et qu'il manque de flexibilité. L'un des parents doit, pendant une période relativement longue, être la seule personne chargée de l'autorité parentale sur le plan juridique. En pratique, il arrive souvent que cette condition ne soit pas remplie, même lorsque, par exemple, le nouveau partenaire du parent ou un grand-parent se sont occupés durablement de l'enfant.

Les auteurs plaident en faveur de l'instauration d'un système souple, résolument axé sur l'intérêt de l'enfant et tenant compte de sa situation concrète.

Nous n'exigeons pas que l'un des parents ait exercé seul, sur le plan juridique, l'autorité parentale pendant une longue période. L'intervention du juge a souvent été requise à cet effet par le passé. Cette condition constitue souvent un obstacle dans la pratique dès lors que la situation de fait ne correspond pas toujours à la situation juridique. On réalise parfois ultérieurement qu'il est nécessaire de protéger juridiquement la situation concrète. Par ailleurs, la condition qui prévoit que le parent doit exercer seul l'autorité parentale est trop stricte. Souvent, l'autre parent (qui ne s'occupe pas de l'enfant) conserve une certaine autorité sur ce dernier, par exemple à la suite d'un divorce. On ne saurait empêcher, pour cette raison, un parent social de participer effectivement à l'éducation de l'enfant et de recevoir dès lors un statut juridique.

Lorsque les père et mère ne cohabitent pas et que l'un des deux n'assure plus l'éducation effective de l'enfant, un parent social doit, dans l'intérêt de l'enfant, pouvoir exercer et assumer tout ou partie des droits et obligations inhérents à l'autorité parentale. Le cas échéant, le parent qui ne s'occupe pas de l'enfant peut également être privé de certains droits et dispensé de certaines obligations. Le parent qui s'occupe de l'enfant et la tierce personne — généralement le nouveau partenaire du parent qui s'occupe de l'enfant — peuvent, dans ce cas, exercer conjointement tout ou partie de l'autorité parentale.

Une première condition est qu'un lien d'affection particulier existe entre l'enfant et le parent social. Cette notion figure déjà dans la réglementation légale relative au droit d'entretenir des relations personnelles. Les auteurs souhaitent s'inspirer de ce critère.

Une autre condition est que les deux parents qui veillent à l'éducation de l'enfant se soient effectivement occupés conjointement de l'enfant durant une période ininterrompue de deux ans préalable à l'introduction de la demande. Cela est une question

Het nadeel van het Nederlandse systeem, dat reeds als voorbeeld diende voor voorstellen in het Belgisch parlement, is dat het een vrij strak regime vormt dat weinig soepelheid biedt. Er is vereist dat een ouder gedurende een relatief lange periode juridisch alleen met het ouderlijk gezag belast was. In de praktijk is aan deze voorwaarde vaak niet voldaan, zelfs wanneer sprake is van een duurzame zorgrelatie tussen het kind en bijvoorbeeld de nieuwe partner van de ouder of een grootouder.

De indieners pleiten voor een soepel systeem, dat resoluut vertrekt vanuit het belang van het kind in de concrete situatie.

De voorwaarde dat een ouder gedurende een lange periode alleen het ouderlijk gezag juridisch uitoefende, wordt niet gesteld. Daartoe werd in het verleden veelal de tussenkomst van de rechter vereist. Dit is in de praktijk vaak een hinderpaal omdat de feitelijke situatie niet altijd overeenkomt met de juridische. Het besef dat de juridische bescherming van de concrete situatie nodig is komt soms later. Bovendien is de voorwaarde van het alleen belast zijn met het ouderlijk gezag te strikt. Vaak behoudt de andere (niet-zorgende) ouder een bepaalde zeggenschap over het kind, bijvoorbeeld als gevolg van een echtscheiding. Dit laatste kan niet beletten dat een zorgouder het kind effectief mee opvoedt en daarom een juridisch statuut wil.

Wanneer de ouders niet samenwonen en één van hen de daadwerkelijke opvoeding van het kind niet langer waarneemt, moet in het belang van het kind een zorgouder rechten en plichten van het ouderlijk gezag over het kind geheel of gedeeltelijk kunnen opnemen. Desgevallend kunnen bepaalde rechten en plichten ook aan de niet-zorgende ouder ontnomen worden. De zorgende ouder en de derde — vaak een nieuwe partner van die zorgende ouder — kunnen in dat geval gezamenlijk het ouderlijk gezag geheel of gedeeltelijk uitoefenen.

Voorwaarde is dat er een bijzondere affectieve band tussen het kind en de zorgouder bestaat. Dit criterium is reeds opgenomen in de wettelijke regeling van het recht op persoonlijk contact. De indieners wensen zich te richten naar het daar gehanteerde criterium.

Andere voorwaarde is dat beide zorgouders gedurende een onafgebroken periode van twee jaar voorafgaand aan het inleiden van de vordering daadwerkelijk samen zorg hebben gedragen voor het kind. Dit is een feitelijke kwestie, waarbij de zorgrelatie het

de fait, qui suppose que la relation en vertu de laquelle le parent et la tierce personne assument la charge de l'enfant aille au-delà de l'intervention purement occasionnelle et présente un caractère durable.

Grands-parents et membres de la famille

Les grands-parents, par exemple, peuvent également obtenir le statut de parent social. Dans la pratique, les grands-parents ou d'autres membres de la famille assument effectivement l'éducation et la charge de l'enfant. C'est en raison de ce rôle qu'ils peuvent également être considérés comme des parents sociaux. La réglementation que nous proposons peut, à cet égard également, offrir une réponse souple et adaptée, sans porter préjudice aux garanties dont les parents doivent jouir.

Tutelle et héritage

Le parent social peut déjà lui-même être désigné à ce moment comme tuteur testamentaire par le parent restant, ou comme tuteur après l'ouverture de la tutelle.

À cet égard, les auteurs souhaitent insérer l'obligation d'entendre le parent social au moment de l'ouverture de la tutelle, au cas où il n'aurait pas été désigné comme tuteur par le parent.

Les conséquences du prédécès d'un parent social au regard du droit successoral peuvent également être réglées, dans l'intérêt de l'enfant, par voie testamentaire, et ce, dans les limites de la quotité disponible. Les auteurs jugent qu'il n'est pas souhaitable, en la matière, de toucher à la part réservataire.

À cet égard, il est en revanche recommandé d'appliquer des droits de succession réduits aux relations entre enfants et parents sociaux. Une proposition de décret dans ce sens a été déposée au parlement flamand (doc. n° 793/1).

Entente perturbée

Des règles applicables en cas de séparation sont inscrites dans la loi. Certains engagements continuent de sortir leurs effets après la séparation des partenaires. Le juge peut intervenir à tout moment dans l'intérêt de l'enfant.

Si l'entente entre les deux parents qui se chargent de l'éducation de l'enfant est sérieusement perturbée, le juge de paix peut prendre des mesures relativement à l'exercice de l'autorité parentale.

La tierce personne est tenue d'assumer, à proportion de ses facultés, l'hébergement, l'entretien, l'édu-

louter occasionnelle overstijgt en een duurzaam karakter moet vertonen.

Grootouders en familieleden

Ook bijvoorbeeld grootouders kunnen toetreden tot het statuut. In de praktijk staan zij of andere familieleden in voor de daadwerkelijke opvoeding en verzorging van het kind. In die zin kunnen ook zij zorgouders zijn. De voorgestelde regeling kan ook hier een soepel en aangepast antwoord bieden, zonder dat de nodige waarborgen voor de ouders verloren gaan.

Voogdij en erfenis

De zorgouder kan op dit ogenblik zelf reeds aangewezen worden door de overblijvende ouder als testamentair voogd of als voogd na het openvallen van de voogdij.

In dit verband wensen de indieners de verplichting in te bouwen tot het horen van de zorgouder op het ogenblik van het openvallen van de voogdij, voor zover de zorgouder niet zou zijn aangewezen als voogd door de ouder.

Ook de erfrechtelijke gevolgen van het vooroverlijden van een zorgouder kunnen in het belang van het kind geregeld worden via testament binnen de perken van het beschikbare gedeelte. De indieners achten het niet wenselijk dat terzake wordt ingegrepen op het reservatair erfrecht.

In dit verband is het wel raadzaam voor zorgrelaties verminderde tarieven qua successie toe te passen. Hiertoe werd in het Vlaams parlement een voorstel van decreet ingediend (stuk nr. 793/1).

Verstoorde verstandhouding

Een scheidingsregeling wordt in de wet ingeschreven. Bepaalde verbintenissen lopen door nadat partners uiteengaan. De rechter kan op ieder ogenblik in het belang van het kind ingrijpen.

Indien de verstandhouding tussen beide zorgouders ernstig verstoord is, kan de rechter maatregelen nemen inzake de uitoefening van het ouderlijk gezag.

De andere dan de ouder is verplicht naar evenredigheid met de eigen middelen te zorgen voor de huisves-

cation et la formation de l'enfant. Si la formation n'est pas achevée, l'obligation se poursuit après la majorité de l'enfant.

Aux yeux des auteurs, la réglementation juridique de la parenté sociale répond d'une manière appropriée à de nouvelles évolutions constatées dans les familles flamandes. Quelle que soit la composition de la famille, elle offre une sécurité, crée une situation durable et une forme de cohésion sociale, et respecte à sa juste valeur la prise de responsabilités. Elle ne remet pas en question les règles fondamentales de la filiation parentale et laisse intactes les garanties nécessaires dont jouissent les parents biologiques.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Les articles de base de la nouvelle réglementation sont insérés dans le Code civil sous un nouveau titre *IXbis* intitulé «La parenté sociale».

L'applicabilité au parent de l'enfant de la réglementation relative à la parenté sociale est subordonnée au fait que les parents ne cohabitent pas et que l'un d'entre eux n'assure plus l'éducation effective de l'enfant. Il s'agit bien entendu d'une question de fait. Cela implique que le parent ne s'occupe plus quotidiennement ou régulièrement de l'éducation de l'enfant. La prise en charge occasionnelle de tâches d'éducation déterminées ne relève pas de ce critère.

Les droits et obligations de l'autorité parentale sur l'enfant sont attribués entièrement ou partiellement, de manière conjointe au parent et à une tierce personne. Le juge dispose en l'espèce d'une large marge d'appréciation, la réglementation proposée étant suffisamment souple pour permettre de trouver la solution appropriée à la situation concrète. Il n'est pas impensable, par conséquent, que le parent qui ne s'occupe plus de l'éducation quotidienne de l'enfant continue d'exercer l'autorité parentale dans une mesure plus ou moins grande dans la mesure où il en va de l'intérêt de l'enfant.

Le parent social (et le parent qui assume encore effectivement l'éducation de l'enfant) doit avoir un lien d'affection particulier avec l'enfant et s'être effectivement occupé de l'enfant, conjointement avec une tierce personne, durant une période ininterrompue de deux ans précédant l'introduction de la demande.

Le critère du lien d'affection particulier est le même que celui qui est visé à l'article 375*bis* du Code civil.

ting, het levensonderhoud, de opvoeding en de opleiding van het kind. Indien de opleiding niet is voltooid, loopt de verplichting door na de meerderjarigheid van het kind.

De juridische regeling van het zorgouderschap is een geschikt antwoord op nieuwe evoluties binnen onze Vlaamse families. Het biedt zekerheid, creëert duurzaamheid en maatschappelijke verbondenheid en brengt respect op voor opgenomen verantwoordelijkheid ongeacht de samenstelling van het gezin. Aan de fundamentele regeling van ouderlijke afstamming wordt niet geraakt, noch worden de nodige waarborgen voor de oorspronkelijke ouders opgegeven.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

De basisartikelen van de nieuwe regeling worden ingevoegd in het Burgerlijk Wetboek via een nieuwe titel *IXbis*, met als opschrift «Het zorgouderschap».

De toepasbaarheid van de regeling rond het zorgouderschap is voor de ouder van het kind aan de voorwaarde gekoppeld dat de ouders niet samenwonen, en dat één van hen de daadwerkelijke opvoeding van het kind niet langer waarneemt. Dit is uiteraard een feitenkwestie. Dit houdt in dat de ouder zich niet langer dagelijks of regelmatig met de opvoeding van het kind inlaat. Het occasioneel opnemen van bepaalde opvoedkundige taken valt hier niet onder.

De rechten en plichten van het ouderlijk gezag over het kind worden gezamenlijk geheel of gedeeltelijk toegekend aan de ouder en een andere dan de ouder. De rechter beschikt hier over een ruime appreciatiemarge, waardoor de voorgestelde regeling voldoende soepel is om de geschikte oplossing te treffen voor de concrete situatie. Het is bijgevolg niet ondenkbaar dat de ouder die zich niet langer bekommert om de dagelijkse opvoeding van het kind, in meer of mindere mate mee het ouderlijk gezag blijft uitoefenen, zo dit in het belang van het kind is.

Als voorwaarde voor de zorgouder (en de ouder die zich wel nog daadwerkelijk om de opvoeding van het kind bekommert) wordt gesteld dat hij of zij een bijzondere affectieve band heeft met het kind en gedurende een onafgebroken periode van twee jaar voorafgaand aan het inleiden van de vordering daadwerkelijk zorg heeft gedragen voor het kind samen met een ouder.

Het criterium van de bijzondere affectieve band is hetzelfde als bedoeld in artikel 375*bis* van het Burgerlijk Wetboek.

La prise en charge effective et conjointe de l'enfant requiert que le parent et le parent social (la tierce personne) assument quotidiennement ou régulièrement l'éducation de l'enfant. En outre, ils sont tenus de l'assumer conjointement. Dans la pratique, on assistera souvent à la constitution d'un nouveau ménage. Il ne suffira pas non plus, en l'occurrence, d'assumer occasionnellement certaines tâches éducatives.

Il importe de souligner que c'est en fonction de l'intérêt de l'enfant que le juge prendra, en définitive, sa décision.

La demande d'application de ce régime doit émaner d'un parent et d'une tierce personne. Nous avons opté délibérément pour une formulation large, afin de permettre, par exemple, aux grands-parents de bénéficier de ce régime.

Le parent social qui exerce la parenté sociale assume au moins un certain nombre d'obligations. Il s'agit d'une des caractéristiques essentielles du régime que nous proposons d'instaurer. La tierce personne est dès lors en tout cas tenue de contribuer, à proportion de ses facultés, à assumer l'hébergement, l'entretien, l'éducation et la formation de l'enfant. Si la formation n'est pas achevée, cette obligation se poursuit en l'occurrence également après la majorité de l'enfant. Nous optons clairement pour une combinaison de droits et d'obligations.

Ces engagements se poursuivent, le cas échéant, également lorsqu'est perturbée l'entente entre les parents qui assument la charge de l'enfant. Le juge peut toutefois, dans l'intérêt de l'enfant, prendre certaines mesures dans le cadre d'un régime de séparation.

La compétence est accordée au juge de paix, étant donné qu'en tant que juge de proximité facilement accessible, il doit devenir, à terme, le juge de la famille par excellence. Il est évident que les compétences de ce dernier doivent être réaménagées.

La demande est introduite conformément aux dispositions des articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire. La solution retenue est celle du débat contradictoire, de façon à préserver en tout cas les droits des parents de l'enfant.

Article 3

Nous estimons que le parent social doit en tout cas être entendu lors de l'ouverture de la tutelle. Si le parent social sera souvent désigné comme tuteur testamentaire, il n'en sera cependant pas toujours ainsi.

Het samen daadwerkelijk zorg dragen voor het kind vereist dat een ouder en de zorgouder (andere dan de ouder) zich dagelijks of regelmatig met de opvoeding van het kind inlaten. Bovendien dienen zij dit samen te doen. Dit zal in de praktijk betekenen dat veelal sprake is van de vorming van een nieuw gezin. Ook hier zal het occasioneel opnemen van bepaalde opvoedkundige taken niet volstaan.

Het is belangrijk erop te wijzen dat het belang van het kind voor de rechter de uiteindelijke toetssteen is.

Het verzoek tot het toepassen van de regeling moet uitgaan van een ouder en een andere dan die ouder. Deze formulering is bewust breed gekozen, opdat ook bijvoorbeeld grootouders zouden kunnen in aanmerking komen.

De zorgouder neemt via het zorgouderschap minimaal een aantal verplichtingen op zich. Dit vormt een van de essentiële kenmerken van het instituut. De andere dan de ouder is bijgevolg in elk geval verplicht, naar evenredigheid van de eigen middelen, mee te zorgen voor de huisvesting, het levensonderhoud, de opvoeding en de opleiding van het kind. Indien de opleiding niet is voltooid, loopt de verplichting ook hier na de meerderjarigheid van het kind door. De indieners kiezen hier duidelijk voor een verband van rechten en plichten.

Deze verbintenissen lopen desgevallend door, ook na de verstoring van de verstandhouding tussen de zorgende ouders. Evenwel kan de rechter in het belang van het kind bepaalde maatregelen treffen in het kader van een «scheidingsregeling».

De bevoegdheid wordt toegekend aan de vrede-rechter, aangezien die — als laagdrempelige buurrechter — op termijn de familierechter bij uitstek moet worden. Dit betekent uiteraard een herschikking van diens bevoegdheden.

Het verzoek wordt ingeleid overeenkomstig de bepalingen van artikel 1034*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek. Er wordt gekozen voor een tegensprekelijk debat. Dit moet de rechten van de ouders van het kind in elk geval veiligstellen.

Artikel 3

De indieners zijn van mening dat de zorgouder bij het openvallen van de voogdij in elk geval moet gehoord worden. Vaak zal de zorgouder mogelijks als testamentair voogd zijn aangewezen, doch niet noodzakelijkerwijze.

Sabine de BETHUNE.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est inséré, dans le livre premier du Code civil, un titre *IXbis*, comprenant les articles 387^{ter} et 387^{quater}, et libellé comme suit :

« Titre *IXbis*. De la parenté sociale

Art. 387^{ter}. — Si les parents ne cohabitent pas et que l'un d'eux n'assume plus effectivement l'éducation de l'enfant, le juge de paix peut, dans l'intérêt de l'enfant et à la demande de l'un des parents et d'une tierce personne, attribuer conjointement au parent et à cette personne tout ou partie des droits et obligations inhérents à l'autorité parentale sur l'enfant, à condition qu'il existe un lien d'affection particulier entre l'enfant et la tierce personne, et que le parent et cette personne se soient effectivement occupés de l'enfant durant une période ininterrompue de deux ans précédant l'introduction de la demande.

La tierce personne qui, en vertu de l'alinéa 1^{er}, exerce conjointement tout ou partie de l'autorité parentale sur l'enfant est en tout cas tenue d'assumer, à proportion de ses facultés, l'hébergement, l'entretien, l'éducation et la formation de l'enfant. Si la formation n'est pas achevée, l'obligation se poursuit après la majorité de l'enfant.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite conformément aux articles 1034^{bis} et suivants du Code judiciaire.

Art. 387^{quater}. — Si l'entente entre le parent et la tierce personne est sérieusement perturbée, le juge de paix ordonne, à la demande de l'une des parties, les mesures à prendre relativement à l'exercice de l'autorité parentale visée à l'article 387^{ter}. La tierce personne est tenue d'assumer, à proportion de ses facultés, l'hébergement, l'entretien, l'éducation et la formation de l'enfant. Si la formation n'est pas achevée, l'obligation se poursuit après la majorité de l'enfant. »

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In boek I van het Burgerlijk Wetboek wordt een titel *IXbis* ingevoegd, die de artikelen 387^{ter} en 387^{quater} omvat, luidende :

« Titel *IXbis*. Het zorgouderschap

Art. 387^{ter}. — Indien de ouders niet samenwonen en één van hen het kind niet langer daadwerkelijk opvoedt, kan de vrederechter in het belang van het kind op verzoek van een ouder en een andere dan die ouder, de rechten en plichten van het ouderlijk gezag over het kind geheel of gedeeltelijk toekennen aan de ouder en een andere dan de ouder gezamenlijk, op voorwaarde dat er een bijzondere affectieve band bestaat tussen het kind en de andere dan de ouder en de ouder en de andere dan de ouder gedurende een onafgebroken periode van twee jaar voorafgaand aan het inleiden van de vordering daadwerkelijk samen voor het kind zorg hebben gedragen.

Indien een andere dan de ouder op grond van het eerste lid gezamenlijk het ouderlijk gezag over het kind geheel of gedeeltelijk uitoefent, is deze in elk geval verplicht naar evenredigheid van de eigen middelen te zorgen voor de huisvesting, het levensonderhoud, de opvoeding en de opleiding van het kind. Indien de opleiding niet is voltooid, loopt de verplichting door na de meerderjarigheid van het kind.

Het verzoek bedoeld in het eerste lid wordt ingeleid overeenkomstig de artikelen 1034^{bis} en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 387^{quater}. — Indien de verstandhouding tussen de ouder en de andere dan de ouder ernstig verstoord is, beveelt de rechter, op verzoek van een van de partijen, de te nemen maatregelen betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag, bedoeld in artikel 387^{ter}. De andere dan de ouder is verplicht naar evenredigheid van de eigen middelen te zorgen voor de huisvesting, het levensonderhoud, de opvoeding en de opleiding van het kind. Indien de opleiding niet is voltooid, loopt de verplichting door na de meerderjarigheid van het kind. »

Art. 3

Dans l'article 394 du même Code, inséré par la loi du 29 avril 2001, entre les alinéas 2 et 3, un alinéa nouveau est inséré, libellé comme suit :

«Le juge de paix entend en tout cas la personne, autre que le parent, qui, conformément à l'article 387*ter*, exerce en tout ou en partie l'autorité parentale conjointe sur l'enfant, pour autant que cette personne n'ait pas été désignée comme tuteur en vertu de l'article 392.»

21 juillet 2003.

Art. 3

In artikel 394 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 29 april 2001, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

«De vrederechter hoort in elk geval de andere dan de ouder die op grond van artikel 387*ter* het gezamenlijk ouderlijk gezag over het kind geheel of gedeeltelijk uitoefent, voor zover deze niet als voogd is aangevoegd op grond van artikel 392.»

21 juli 2003.

Sabine de BETHUNE.